

( A )  
( N° 449. )

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

## COMMISSION DES PÉTITIONS DES MOIS DE JUIN À NOVEMBRE 1922

### FEUILLETON AU 7 NOVEMBRE 1922.

#### PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros  
du  
feuilleton.      Numéros  
du registre des  
pétitions.

- |    |       |  |
|----|-------|--|
| 1. | 1951. | Par pétition datée de Rouvreux, le 24 juillet 1922,<br>Le conseil communal de Rouvreux émet le vœu de voir<br>les Chambres réviser à bref délai la loi sur l'enseignement<br>et aborder le problème de la séparation de l'église et de<br>l'État.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>  |
| 2. | 1952. | Par pétition datée d'Arlon, le 8 août 1922,<br>La dame Veuve Bertrand, à Arlon, sollicite l'intervention<br>de la Chambre pour obtenir le paiement de la pension à<br>laquelle elle pense avoir droit en sa qualité de veuve de<br>déporté.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i>   |
| 3. | 1954. | Par pétition datée d'Anvers, le 10 octobre 1922,<br>Le Gouverneur de la province d'Anvers transmet un vœu<br>du conseil provincial tendant à ce que deux conseillers<br>provinciaux ouvriers soient adjoints à la commission<br>d'hygiène instituée par le Gouvernement pour l'inspec-<br>tion des ateliers situés dans la province d'Anvers.<br><br>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du<br/>Travail.</i> |

Numeros  
du  
feuilleton.      Numéros  
du registre des  
pétitions.

4.      1955.      Par pétition datée de Mons, le 12 octobre 1922,  
               Le secrétaire fédéral de la Fédération des conseillers communaux et provinciaux socialistes de l'arrondissement de Mons émet des vœux divers relatifs à la situation financière des provinces et des communes.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*
5.      1960.      Par pétition datée de Bruxelles, le 14 octobre 1922,  
               Le secrétaire de la « Centrale du personnel de l'industrie hôtelière de Belgique », à Bruxelles, demande que des mesures soient prises sans délai pour que la loi sur la journée de huit heures soit applicable aux travailleurs de l'industrie hôtelière.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*
6.      1969.      Par pétition datée de Marcinelle, le 5 septembre 1922,  
               Le sieur Mascalt, au nom de la section des mineurs de Marcinelle, émet le vœu de voir déposer un projet de loi rendant obligatoire l'emploi d'appareils de protection dans les charbonnages.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*
7.      1970.      Par pétition datée d'Hoboken, le 1<sup>er</sup> août 1922,  
               Le conseil communal de Hoboken prie la Chambre de voter une loi d'amnistie générale et prie le Gouvernement d'examiner avec bienveillance le cas de certains fonctionnaires de l'État mis en disponibilité ou révoqués.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
8.      1971.      Par pétition datée de Deerlijk, le 14 juillet 1922,  
               Le conseil communal de Deerlijk émet certaines considérations qui plaident en faveur de la conservation des limites de la commune dans leur état actuel.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*
9.      1972.      Par pétition datée de St-Louis, le 24 juillet 1922,  
               Des habitants du hameau St-Louis, à Deerlijk, émettent

**Numéros  
du  
feuilleton.**      **Numéros  
du registre des  
pétitions.**

certaines considérations qui plaident en faveur de l'érection de ce hameau en commune distincte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

10.      1973.      Par pétition datée de Courtrai, le 29 juillet 1922,  
Le sieur Van Lerberghe, à Courtrai, proteste auprès de la Chambre contre les attaques dont est l'objet l'industrie de la céruse.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

11.      1974.      Par pétition datée de Liège, le 24 juin 1922,  
Le sieur Register, au nom de la section de Liège de l'Union centrale des travailleurs du cuir à Liège, proteste contre toute diminution du secours chômage.  
Même pétition du sieur Dubois, Pierre, au nom des métallurgistes de Marche-lez-Ecaussines.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

12.      1976.      Par pétition datée de Rixensart, le 28 juin 1922,  
Le sieur Carton, J., ingénieur à Rixensart, attire l'attention de la Chambre sur la façon dont sont constitués les tribunaux des dommages de guerre et sollicite l'intervention de la Chambre pour connaître le motif du non renouvellement de son mandat d'assesseur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

13.      1978.      Par pétition datée de Broechem, le 23 juin 1922,  
Le président de la « Hoveniers- en Boerengilde », de Broechem émet des vœux divers relatifs aux lois fiscales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

14.      1979.      Par pétition datée de Saint-Gilles-Bruxelles, le 21 août 2000.      1922,  
Le sieur Sooghen, Richard, à Saint-Gilles, émet certaines considérations au sujet de la loi sur les loyers.

Même pétition du secrétaire de Ligue ouvrière d'Ixelles, des sieurs Robbe, à Frameries, De Roeck, à Anvers, de la

**Numéros  
du  
feuilletton.**      **Numéros  
du registre des  
pétitions.**

dame Malot, à Bruxelles, du secrétaire du « Verbond der Boeren- en Hovéniersgilden van het arrondissement Brussel », du sieur Sistenich, Joseph, de Liège, et du sieur Descamps, Gustave, à Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

45.      1982.      Par pétition datée de Bruxelles, le 20 juillet 1922,

Le sieur Dekeyser, à Bruxelles, sollicite l'intervention de la Chambre pour mettre fin aux mauvais traitements dont seraient victimes les indigènes dans la Colonie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Colonies.*

46.      1913.      Par pétition datée de Wevelghem,

Des ouvriers de Wevelghem et environs demandent la création de nouveaux trains ouvriers dont le point de départ serait Courtrai.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

47.      1991.      Par pétition datée de Betekom, le 18 octobre 1922,

Des habitants de la commune de Betekom demandent des modifications aux limites séparatives des communes de Bael et Betekom.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

48.      1992.      Par pétition datée d'Anvers, le 17 octobre 1922.

Le sieur M. Heuds, à Anvers, émet le vœu de voir prendre des mesures plus efficaces pour la protection des animaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

49.      1993.      Par pétition de Schaerbeek, sans date,

Le sieur J. Godefroid, à Schaerbeek, prie la Chambre de voter une loi établissant en faveur du personnel de l'État un régime plus élevé d'allocations familiales et de résidence.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

20.      1997.      Par pétition datée de Quiévrain, le 13 octobre 1922,

2014.      Le conseil communal de Quiévrain émet le vœu de voir

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du<br>registry des<br>pétitions   |
|------------------------------|--|
|                              |  |
| 2017.                        | rendre l'autonomie financière aux communes et aux provinces.<br>Même pétition des conseils communaux d'Angres, Asquillies, Boussu, Wasmes et Wihéries  |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.</i>  |
| 21.                          | 2002. Par pétition datée de Louvain, le 23 octobre 1922,<br>Le président de l'association des « Boerengilden » de l'arrondissement de Louvain demande que la prochaine loi sur les loyers étende le principe de la protection des locataires aux petites exploitations agricoles.  |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 22.                          | 2003. Par pétition datée de Courcelles, le 2 septembre 1922,<br>Le conseil communal de Courcelles émet un vœu en faveur de la séparation de l'Église et de l'État.   |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 23.                          | 2013. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 octobre 1922,<br>Les présidents et membres de la « Ligue internationale antivivisectionniste » à Bruxelles prient la Chambre de voter une loi réglementant la vivisection.  |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.</i>  |
| 24.                          | 2015. Par pétition datée de Borgerhout, le 21 septembre 1922,<br>Les président et secrétaire du « Verbond der Vlaamsche Kringen » de Borgerhout prient la Chambre de voter une loi d'amnistie plus générale.   |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |
| 25.                          | 2016. Par pétition datée de Saint-Gilles (Bruxelles), le 12 octobre 1922,<br>Le conseil communal de Saint-Gilles (Bruxelles) émet le vœu de voir introduire dans la prochaine loi sur les loyers des sanctions pénales pour réprimer les procédés vexatoires et tracassiers de nombreux bailleurs à l'égard de leurs locataires. |
|                              | <i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>   |

Numéro  
du  
feuilleton.      Numéro  
du registre des  
pétitions.

26.      2018.      Par pétition datée de Courtrai, le 30 octobre 1922,  
Des commerçants en farine, réunis à Courtrai, prient la  
Chambre de voter une taxe uniforme sur les farines.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

27.      2019.      Par pétition datée de Boussu, le 31 octobre 1922,  
Le sieur Henry, Ernest, premier maréchal des logis-chef  
pensionné du corps de la Gendarmerie, à Boussu, demande  
le relèvement du taux de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

28.      2020.      Par pétition datée de Namur, le 26 octobre 1922,  
La dame Bisman, à Namur, veuve d'un officier tué à  
l'ennemi, attire l'attention de la Chambre sur la situation  
dans laquelle elle se trouve à la suite du vote de la loi sur  
les loyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*



(A)

(Nr. 449.)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

## COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (JUNI TOT NOVEMBER 1922)

### LIJST TOT OP 7 NOVEMBER 1922.

#### VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers      Nummers  
van      van het register voor  
de lijst.      de verzoekschriften.

1.      1951.      Bij verzoekschrift uit Rouvieux, gedagteekend 24 Juli 1922,

Drukt de gemeenteraad van Rouvieux den wensch uit dat de Kamer onverwijld de wet op het onderwijs zou herzien en het vraagstuk omtrent de scheiding van Kerk en Staat zou in beraad nemen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

2.      1952.      Bij verzoekschrift uit Aarlen, gedagteekend 8 Augustus 1922,

Verzoekt de weduwe Bertrand, te Aarlen, de tusschenkomst van de Kamer, ten einde de uitbetaling te bekomen van het pensioen waarop zij denkt recht te hebben in hare hoedanigheid van weduwe van een weggevoerde.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

3.      1954.      Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 10 October 1922,

Maakt de Gouverneur der provincie Antwerpen een wensch over van den Provinciaal raad, om te bekomen dat twee provinciale raadsleden, werklieden, zouden toege-

Nummers      Nummers  
van      van het register voor  
de lijst.      de verzoekschriften.

voegd worden aan de Commissie voor Volksgezondheid,  
door de Regeering ingesteld voor het toezicht in de werk-  
huizen gelegen in de provincie Antwerpen.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.**

4.      1955.      Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 12 October 1922,

Drukt de bondsscretaris van het Verbond der socialis-  
tische gemeenteraadsleden en provinciale raadsleden van  
het arrondissement Bergen onderscheidene wenschen uit  
betreffende den financieelen toestand der provinciën en  
der gemeenten.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.**

5.      1960.      Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 14 October 1922,

Vraagt de Secretaris van de « Centrale du personnel de l'industrie hôtelière de Belgique », te Brussel, dat maat-  
regelen onverwijd zouden genomen worden opdat de wet  
op den achturendag ook zou gelden voor de arbeiders van  
het hotelbedrijf.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijver-  
heid en Arbeid.**

6.      1969.      Bij verzoekschrift uit Marcinelle, gedagteekend 5 September 1922,

Drukt de heer Mascalt, namens de mijnwerkeraafdeeling  
van Marcinelle, den wenschi uit dat een wetsontwerp zou  
ingedien worden, waarbij het gebruik van veiligheidstoe-  
stellen in de kolenmijnen wordt verplichtend gemaakt.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijver-  
heid en Arbeid.**

7.      1970.      Bij verzoekschrift uit Hoboken, gedagteekend 1 Augustus 1922,

Verzoekt de gemeenteraad van Hoboken de Kamer, dat  
zij eene wet tot algemeene amnestie zou goedkeuren; ver-  
zoekt tevens de Regeering met welwillendheid het geval te  
onderzoeken van sommige Staatsambtenaren, die beschik-  
baar werden gesteld of uit hun ambt ontzet.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.**

Nummers  
van  
de lijst.

Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.

8. 1971. Bij verzoekschrift uit Deerlijk, gedagteekend 14 Juli 1922,

Brengt de gemeenteraad van Deerlijk sommige bedenkingen in 't midden, ten voordele van het behoud der huidige grensscheidingen van de gemeente.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.**

9. 1972. Bij verzoekschrift uit Sint-Louis, gedagteekend 24 Juli 1922,

Brengen ingezetenen van het gehucht Sint-Louis, te Deerlijk, sommige bedenkingen in 't midden ten voordele van het oprichten van dit gehucht tot afzonderlijke gemeente.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.**

10. 1973. Bij verzoekschrift uit Kortrijk, gedagteekend 29 Juli 1922,

Teekent de heer Van Lerberghe, te Kortrijk, verzet aan bij de Kamer tegen de aanvallen waarvan de nijverheid van het loodwit het voorwerp is.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.**

11. 1974. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 24 Juni 1922,

Teekent de heer Rogister, namens de Luiker afdeeling van de « Union centrale des travailleurs du cuir », te Luik, verzet aan tegen elke vermindering van de vergoeding wegens werkloosheid.

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Dubois, Pierre, namens de metaalbewerkers van Marche-lez-Ecaussines.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.**

12. 1976. Bij verzoekschrift uit Rixensart, gedagteekend 28 Juni 1922,

Vestigt de heer Carton, J., ingenieur, te Rixensart, de aandacht van de Kamer op de wijze waarop de rechtabbenken voor oorlogsschade zijn samengesteld; verzoekt tevens

**Nummers**      **Nummers**  
**van**      **van het register voor**  
**de lijst.**      **de verzoekschriften.**

de tusschenkomst van de Kamer om de reden te verneinen waarom zijn mandaat van bijzitter niet werd hernieuwd.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.**

13.      1978.      Bij verzoekschrift uit Broechem, gedagteekend 25 Juni 1922,

Drukt de Voorzitter van de « Hoveniers- en Boerengilde » van Broechem onderscheidene wenschen uit betreffende de fiskale wetten.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.**

14.      1979.      Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis (Brussel), gedagteekend 2000.      21 Augustus 1922,

Brengt de heer Sooghen, Richard, te Sint-Gillis, sommige bedenkingen in 't midden betreffende de huishuurwet.

Zelfde verzoekschrift vanwege den Secretaris van den Arbeidersbond, te Elsene, vanwege de heren Robbe, te Frameries. De Roeck, te Antwerpen, mevrouw Malot, te Brussel, den Secretaris van het « Verbond der Boeren- en Hoveniersgilden van het arrondissement Brussel », den heer Sistenich, te Luik, en den heer Descamps, Gustave, te Brussel.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.**

15.      1982.      Bij verzoekschrift uit Bussel, gedagteekend 20 Juli 1922.

Verzoekt de heer Dekeyser, te Brussel, de tusschenkomst van de Kamer om een einde te stellen aan de slechte behandelingen waarvan de inboorlingen in de Kolonie de slachtoffers zijn.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Koloniën.**

16.      1913.      Bij verzoekschrift gedagteekend uit Wevelghem,

Vragen arbeiders van Wevelghem en omstreken dat nieuwe werkmanstreinen worden ingericht, met vertrekpunt Kortrijk.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.**

**Nummers  
van  
de lijst.**      **Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.**

17.      1991.      Bij verzoekschrift uit Betekom, gedagteekend 18 October 1922,  
               Vragen ingezeten van de gemeente Betekom wijzigen van de grensscheiding tuschen de gemeenten Bael en Betekom.  
               **BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.**
18.      1992.      Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 17 October 1922,  
               Drukt de heer Heuds, te Antwerpen, den wensch uit, dat meer afdoende maatregelen zouden genomen worden voor de bescherming der dieren.  
               **BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksg-zondheid.**
19.      1993.      Bij ongedagteekend verzoekschrift uit Schaarbeek,  
               Verzoekt de heer J. Godefroid, te Schaarbeek, de Kamer, eene wet aan te nemen waarbij aan het Staatspersoneel een gunstigere regeling wordt verleend in zake toelagen voor gezin en voor woning.  
               **BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.**
20.      1997.      Bij verzoekschrift uit Quiévrain, gedagteekend 13 October 1922,  
 2014.      Drukt de gemeenteraad van Quiévrain den wensch uit dat aan de gemeenten en aan de provinciën hunne zelfstandigheid op financieel gebied zou worden teruggeschonken.  
               Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Angres, Asquillies, Boussu, Wasmes en Wihéries.  
               **BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.**
21.      2002.      Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 23 October 1922,  
               Vraagt de Voorzitter van de Vereeniging der « Boeren-gilden » van het arrondissement Leuven, dat de nieuwe huishuurwet ook het beginsel van de bescherming der huurders tot de kleine landbouwbedrijven zou uitstrekken.  
               **BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.**

- | Nummers<br>van<br>de lijst. | Nummers<br>van het register voor<br>de verzoekschriften.   |
|-----------------------------|--|
| 22.                         | <p><b>2003.</b> Bij verzoekschrift uit Courcelettes, gedagteekend 2 September 1922,</p> <p>Drukt de gemeenteraad van Courcelettes een wensch uit ten voordeele der scheiding van Kerk en Staat.</p> <p><b>BESLUIT :</b> <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p>  |
| 23.                         | <p><b>2013.</b> Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 18 October 1922;</p> <p>Verzoeken de voorzitter en leden van de « Ligue internationale antivivisectionniste », te Brussel, de Kamer, dat zij eene wet aanneme tot regeling der vivisectie.</p> <p><b>BESLUIT :</b> <i>Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.</i></p>   |
| 24.                         | <p><b>2015.</b> Bij verzoekschrift uit Borgerhout, gedagteekend 21 September 1922,</p> <p>Verzoeken de voorzitter en secretaris van het « Verbond der Vlaamsche Kringen », te Borgerhout, de Kamer, eene wet van meer algemene amnestie aan te nemen.</p> <p><b>BESLUIT :</b> <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p>  |
| 25.                         | <p><b>2016.</b> Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis (Brussel), gedagteekend 12 October 1922,</p> <p>Drukt de gemeenteraad van Sint-Gillis (Brussel) den wunsch uit dat in de nieuwe huishuurwet strafbepalingen zouden opgenomen worden om de kwetsende en kwellende handelwijzen van talrijke huisverhuurders tegen hunne huurders te bevegelen.</p> <p><b>BESLUIT :</b> <i>Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 26.                         | <p><b>2018.</b> Bij verzoekschrift uit Kortrijk, gedagteekend 30 October 1922,</p> <p>Verzoeken te Kortrijk vergaderde meelhandelaars de Kamer, dat er eene eenvormige belasting op het meel wordt aangenomen.</p> <p><b>BESLUIT :</b> <i>Te verwijzen naar den Eersten Minister,<br/>Minister van Financiën.</i></p>  |
| 27.                         | <p><b>2019.</b> Bij verzoekschrift uit Boussu, gedagteekend 31 October 1922;</p> <p>Vraagt de heer Henry, Ernest, gepensionneerd eerste hoofdwachtmeester van het Gendarmeriekorps, te</p>   |

Nummers      Nummers  
van      van het register voor  
de lijst.      de verzoekschriften.

Boussu, dat het beloop van zijn pensioen verhoogd worde.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.**

28.      2020.      Bij verzoekschrift uit Namen, gedagteekend 26 Octobér 1922,

Vestigt mevrouw Bisman, te Namen, weduwe van een in den oorlog gesneuveld officier, de aandacht der Kamer op den toestand waarin zij zich bevindt ten gevolge van het aannemen der huishuurwet.

**BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.**